

Malaise dans le financement des transports

La pilule était difficile à avaler et le mode d'emploi incomplet : telle est la conclusion de la récente votation sur la vignette autoroutière. La potion s'avérait en effet amère, car les automobilistes auraient dû ouvrir plus grand leur porte-monnaie, sans que les explications fournies soient limpides. Les ressources supplémentaires n'étaient en fait pas destinées à financer le développement du réseau d'autoroutes. On a déjà vu mieux en matière de transparence du financement des transports.

Le peuple s'est-il pour autant exprimé en défaveur du développement de l'infrastructure routière ? Non. Les embouteillages sur nos routes sont manifestes. Le souverain s'est plutôt opposé au fait que la majorité des recettes supplémentaires n'auraient pas profité aux routes nationales, mais aux routes cantonales reprises par la Confédération et non soumises à une vignette. Les cantons auraient été soulagés, sans que cet avantage soit répercuté sur les automobilistes. À cela s'ajoute, même si cela n'a guère été relevé, que le relèvement de la vignette n'aurait été qu'une première étape d'une série de hausses des redevances sur la route. Enfin, le peuple n'a pas compris pourquoi la caisse routière doit bénéficier de nouvelles sources de financement, si cette même caisse est utilisée pour le financement croisé des transports publics.

La votation sur la vignette est un nouveau chapitre dans le dossier souvent difficile du financement des transports suisses. economiessuisse s'est régulièrement exprimée contre des solutions opaques et unilatérales. La votation de dimanche a montré que les financements croisés et la complexité excessive d'une question nuisent à l'acceptation d'un projet et menacent l'efficacité à long terme des infrastructures de transport.